ISSN 0024-7650

Le journal d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2295 - 27 juillet 2012 - **Prix: 1 €** - DOM: 1,50 €

Tous ensemble

LO

avec ceux de PSA

M 06189 - 2295 - F: 1,00 €

SOMMAIRE

Leur société

p 4 ■ Le piège des heures supplémentaires
■ Transport routier
■ Paradis fiscaux
p 5 ■ La crise européenne dans une spirale sans fin
■ Trucage du taux d'intérêt Libor
■ Logement social et Cécile Duflot
p 8 ■ Jeux olympiques
■ Incendies en Espagne
p 11 ■ Moody's dégrade la note des hôpitaux
■ Médicaments, la pénurie organisée
■ Hôpital Henry-Gabrielle (Hospices civils de Lyon)

Dans les entreprises

p 6-7 ■ PSA Aulnay-sous-Bois
■ PSA Sochaux
■ Rencontre Varin - Ayrault
■ Le cynisme d'un grand bourgeois
■ Sevelnord - Valenciennes
■ Autoliv - Isodelta – Chiré-en-Montreuil (Vienne)
p 9 ■ Snecma - Corbeil (Essonne)
■ Samsonite
■ La Poste - Services financiers
■ CAMIVA - Saint-Alban-Leysse (Savoie)
p 10 ■ Pilpa - Carcassonne
■ Vistéon - Seclin (Nord)
■ Stanley Black et Decker (Doubs)
■ Diehl Augé Découpage (Besançon)

Dans le monde

p 12 ■ Espagne : la crise et les réactions populaires
■ Rajoy s'en prend au droit des femmes
■ Grèce : l'austérité sans fin
■ Privatisation - spéculation

Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Depuis le début de l'été les militants de Lutte Ouvrière viennent à votre rencontre.

L'offensive des patrons ne connaît pas de trêve. Au contraire même car de nombreux plans de licenciements sont maintenant dévoilés et des dizaines de milliers de travailleurs vont perdre leur emploi s'ils ne font pas reculer leurs patrons. Ce sont bien sûr les 8 000 suppressions d'emplois annoncées chez PSA, avec les milliers d'autres chez tous les sous-traitants de l'automobile. PSA veut fermer une usine entière, celle d'Aulnay-sous-Bois, et réduire les effectifs des autres. Il avance des chiffres mensongers et présente des bilans catastrophiques alors que les ventes ont à peine reculé à l'échelle mondiale. Les médias reprennent allègrement ces mensonges, sans dire un mot sur les profits colossaux que PSA a fait sur le dos des travailleurs qu'il veut jeter à la rue.

Les travailleurs de PSA, comme tous les autres, ne peuvent compter que sur leurs luttes pour refuser ces licenciements scandaleux. Ensemble, ils représentent une force considérable capable de faire reculer les patrons.

C'est de tout cela que nous voulons discuter avec vous. Alors, venez nous rencontrer. Ci-contre, la liste de nos prochaines étapes.

LO

Centre - Allier

Jeudi 26 juillet : Montluçon (Allier)
Vendredi 27 juillet : Châteauroux (Indre)
Samedi 28 juillet : Vierzon (Cher)

Champagne

Jeudi 26 juillet : Vitry-le-François / Bar-le-Duc (Marne)
Vendredi 27 juillet : Saint-Dizier (Haute-Marne)
Samedi 28 juillet : Chaumont (Haute-Marne)

Nord

Jeudi 26 juillet : Denain (Nord)
Vendredi 27 juillet : Maubeuge (Nord)
Samedi 28 juillet : Douai (Nord)

Jura - Saône-et-Loire

Lundi 30 juillet : Mâcon (Saône-et-Loire)
Mardi 31 juillet : Le Creusot (Saône-et-Loire)
Mercredi 1er août : Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)
Jeudi 2 août : Dole (Jura)
Vendredi 3 août : Lons-le-Saunier (Jura)
Samedi 4 août : Beaune (Côte-d'Or)

Manche - Mayenne

Lundi 30 juillet : Caen (Calvados)
Mardi 31 juillet : Cherbourg (Manche)
Mercredi 1er août : Saint-Lô (Manche)
Jeudi 2 août : Mayenne (Mayenne)
Vendredi 3 août : Fougère (Ille-et-Vilaine)
Samedi 4 août : Laval (Mayenne)

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :
Association de financement du parti Lutte Ouvrière
en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE
Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Lutte Ouvrière l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org
Lutte Ouvrière multimédia
(télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Lutte Ouvrière audio
(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org
La lettre d'information hebdomadaire par e-mail
Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : .....Ville : .....
Ci-joint la somme de : .....
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	*Lutte Ouvrière*		*Lutte de Classe*
Destination :	*6 mois*	*1 an*	*1 an*
France, DOM-TOM	*18 €*	*35 €*	*15 €*
DOM-TOM avion	*25 €*	*50 €*	*21 €*
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	*30 €*	*60 €*	*20 €*
USA, Canada	*35 €*	*70 €*	*22 €*
Autre Amérique, Asie, Océanie	*43 €*	*85 €*	*25 €*
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

Éditorial

Tous ensemble, avec ceux de PSA

Après des jours de palabres entre membres de l'état-major de PSA, d'une part, et Montebourg et Ayrault, d'autre part, palabres dont on n'a appris que ce qu'en ont révélé les participants, on en sait un peu plus sur les intentions du gouvernement. Il va, une fois de plus, déverser des milliards dans l'escarcelle des actionnaires de Peugeot et de Renault, mais sans exiger la moindre contrepartie en matière de garantie d'emplois et de salaires pour les salariés de ces entreprises. Rien non plus en ce qui concerne le sort des travailleurs menacés d'être jetés à la rue.

Varin, le PDG de PSA, a redit qu'il n'y aurait pas de licenciements secs et que chaque cas serait étudié. Tous les salariés qui ont été victimes de plans dits sociaux savent à quoi s'en tenir, comme ceux de Moulinex, par exemple, à qui on avait fait ce type de promesses il y a dix ans déjà, et qui ont dû galérer des années durant. Varin a laissé entendre aussi que le site d'Aulnay, en Seine-Saint-Denis, ne disparaîtrait pas. Mais avec quelle production, avec combien d'ouvriers, payés à quel salaire ? Rien n'est dit.

Sur ce fait, les dirigeants de PSA, avec un sens remarquable de la communication, ont rendu public leur bilan. Il y aurait, disent-ils, 819 millions de pertes sur le premier semestre. Et les commentateurs ont repris en chœur ce chiffre comme vérité d'évangile. Et prenant un ton catastrophé, ils en ont rajouté une couche en parlant de « pertes abyssales », de « déficit colossal ». Même si le chiffre était exact, ce qui est à vérifier, il faudrait le comparer aux bénéfices engrangés par les actionnaires de PSA et au magot de la famille Peugeot, ne serait-ce que sur les dix dernières années (aucune entreprise ne fait en effet des projets sur six mois). On constaterait alors que, pour eux, la situation n'a rien de catastrophique.

D'ailleurs, en même temps que Peugeot rendait officiellement public le chiffre de ses pertes récentes au comité central d'entreprise qui se tenait le 25 juillet, il précisait que le groupe disposait d'un matelas, « *une sécurité financière* », disait-il, de 12 milliards d'euros. Largement de quoi voir venir ! Et largement de quoi prendre en charge les aléas de la conjoncture sans avoir à licencier ni à réduire les salaires.

Les travailleurs de PSA ont réaffirmé leur ferme volonté de se battre, sans se laisser impressionner par la prétendue agonie économique de leur patron, comme semblent l'être le gouvernement et les soi-disant experts. C'est la seule attitude possible et payante pour qui se place du point de vue des intérêts du monde du travail. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à devoir mener combat. Des dizaines de milliers de travailleurs sont dans une situation analogue : ceux d'Air France, de Sanofi, de Doux, des opérateurs téléphoniques SFR, Orange et Bouygues, mais aussi des dizaines de milliers d'autres entreprises moins connues. Sans compter celles qui s'apprêtent à annoncer des plans de licenciements.

Dans les mois qui viennent, l'ensemble du monde du travail sera amené à se défendre. Ceux, bien sûr, dont l'emploi est ou sera menacé, mais aussi ceux qui auront eu la chance de passer entre les gouttes. Car ils verront leurs conditions de travail se dégrader pour assurer le même travail avec un effectif réduit, et avec un salaire qui le sera aussi. Ne serait-ce que du fait des hausses de prix.

Pour mener ce combat, il faudra avoir les idées claires, sans se laisser enfumer par les déclarations des patrons, des ministres et des bonimenteurs à leur service. qui ne voient de croissance que lorsque la fortune des capitalistes grossit.

Il faut exiger que les travailleurs et leurs organisations puissent accéder en totale liberté aux comptes et aux documents concernant l'ensemble de l'activité de leur entreprise, et qu'ils puissent rendre public ce qu'ils découvrent sans aucune entrave. L'exemple de PSA illustre la nécessité d'une telle mesure.

Dans cette période de crise, toute perte d'emploi équivaut à une condamnation à la misère de familles entières. Il faut donc exiger que soit votée une loi – la majorité socialiste dispose de tous les moyens législatifs pour le réaliser – qui interdise les licenciements. Une loi qui servirait de point d'appui pour les travailleurs qui se battent pour leur emploi. Et puis, en corollaire, il faudrait que, quand la demande diminue, le travail soit réparti entre tous avec maintien du salaire.

Face à tous les plans et contre-plans que le gouvernement s'apprête à mettre en place pour secourir le patronat, c'est ce plan dont le monde du travail devra se doter.

Une nouvelle démonstration des travailleurs de PSA

À l'occasion du comité central d'entreprise du 25 juillet, plus de 1 500 travailleurs de PSA et d'autres entreprises touchées par les licenciements (Sanofi, Air France) se sont réunis devant le siège de PSA. L'arrivée du cortège d'Aulnay sur l'avenue de la Grande-Armée, sous les applaudissements de centaines de travailleurs, a été un moment qui faisait chaud au cœur. Les délégations présentes devant le siège ont remonté l'avenue pour rejoindre ceux d'Aulnay et les deux cortèges ont fusionné.

Arrivés devant le siège, les travailleurs ont appris que l'ensemble des syndicats avaient refusé de s'exprimer sur les plans de licenciements, ce qui bloque automatiquement la procédure pour quelques mois. Cela permettra de gagner un peu de temps pour s'organiser.

Personne n'est dupe des mauvais résultats annoncés le matin même par Varin. Que représente le malheureux recul de 5 % du chiffre d'affaires quand on sait que la famille Peugeot a 4,5 milliards d'euros dans les paradis fiscaux, et que les actionnaires se sont partagé 2,7 milliards d'euros ces douze dernières années ?

Le même jour, le gouvernement a annoncé ce qu'il appelle un plan de soutien à la filière automobile, qui n'est autre qu'un plan de soutien au patronat à coups de nouvelles subventions, et ce sans la moindre contrepartie en terme d'emplois. Annoncer un tel plan le jour même où PSA voulait lancer sa machine à licencier est particulièrement choquant.

Renforcés par cette démonstration de force, les travailleurs se sont donné rendez-vous à la rentrée, pour devenir, comme le proclamait une pancarte à la manifestation, « *le cauchemar de Varin.* »

Correspondant LO

Le piège des heures supplémentaires

Le système de défiscalisation des heures supplémentaires mis en place par Sarkozy en 2007 ayant été supprimé, les entreprises vont de nouveau devoir payer des cotisations sociales sur les heures supplémentaires... sauf celles de moins de 20 salariés. Les salariés, quant à eux, même dans les entreprises de moins de 20 salariés – le « cadeau » n'est maintenu que pour les patrons – devront s'acquitter des cotisations et impôts correspondants.

Au total, plus de 9 millions de salariés effectuent des heures supplémentaires qui étaient jusque-là non soumises à cotisations sociales, et 8,5 millions de foyers fiscaux, soit plus de 23 %, bénéficiaient de leur défiscalisation. D'après la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, la Dares, quatre salariés sur dix qui font régulièrement des heures supplémentaires sont des ouvriers travaillant surtout dans les secteurs de la construction, de l'hôtellerie-restauration et de la métallurgie.

Pour certains travailleurs, les heures supplémentaires, quand elles ne sont pas tout simplement imposées par le patron, ou non payées du fait des accords de flexibilité, apparaissent, malgré la fatigue qu'elles entraînent, comme le seul moyen d'arrondir les fins de mois.

Mais si les patrons imposent ou poussent à faire des heures supplémentaires, ce n'est certainement pas pour satisfaire leurs employés, mais parce qu'ils sont, eux, largement gagnants. Ainsi le patronat peut plus facilement se « dispenser » d'augmenter les salaires. Faire travailler plus sans embaucher plus, et sans augmenter les salaires, autrement qu'en payant quelques heures supplémentaires, est un moyen d'augmenter les profits en aggravant l'exploitation.

Si le montant des salaires était suffisant, il n'y aurait nul besoin pour les travailleurs d'avoir recours aux heures supplémentaires. C'est donc une augmentation des salaires et leur indexation sur les prix qu'il faut imposer aux patrons.

Aline RETESSE

• Transport routier

Les patrons pleurent la bouche pleine

Les entreprises de transport routier s'insurgent contre la fin des exonérations fiscales des heures supplémentaires. C'est qu'elles en consomment beaucoup, ou plutôt qu'elles obligent leurs 300 000 chauffeurs à en faire beaucoup, au point que la mesure gouvernementale représente pour elles, selon une de leurs fédérations patronales, une perte moyenne de 790 euros par an et par chauffeur.

La crainte de ces patrons est que leurs salariés exigent des augmentations de salaire « *pour compenser ce manque à gagner* ». « *Cela promet des négociations salariales très tendues cet automne* », anticipait un patron du secteur.

Les entreprises de transport routier sont parmi celles qui imposent à leurs travailleurs des conditions de travail éprouvantes et des heures à n'en plus finir, avec toutes les conséquences nocives pour les salariés et pour les usagers de la route.

Leurs patrons, comme tous les autres, invoquent constamment le « coût du travail » qui serait trop élevé, refusant le moindre euro d'augmentation. Mais ceux qui dominent le transport routier sont de grandes entreprises, comme Norbert Dentressangle, groupe présent dans une quinzaine de pays, avec plus de 26 000 salariés, dont 14 500 en France sur 179 sites. Le bénéfice de cette entreprise a été multiplié par plus de 2,5 au 1er semestre 2010 par rapport à celui de 2009 et a continué à progresser depuis. Le chiffre d'affaires au premier semestre 2012 était de 958 millions d'euros contre 750 millions d'euros en 2011, en hausse de 28 %.

Tous ces grands patrons pleurent la bouche pleine des profits réalisés par les travailleurs qu'ils emploient.

A. R.

• Paradis fiscaux

Des dizaines de milliers de milliards

Un rapport sur les paradis fiscaux vient d'être rendu public. L'expert qui l'a rédigé a cherché à évaluer les valeurs financières qui y sont détenues par les personnes privées. Le rapport ne prend donc pas en compte leur or, leurs tableaux de maîtres qui peuvent s'y cacher, ni bien entendu leurs appartements dans les beaux quartiers de Paris, Londres ou New York, leurs yachts et autres jets privés.

Selon les données fournies par les institutions financières elles-mêmes, les avoirs détenus représenteraient au minimum 17 000 milliards d'euros, et peut-être même 25 000 milliards, soit à peu près le PIB (c'est-à-dire la production de richesses pendant un an) des États-Unis et du Japon réunis. Ces fonds sont placés par les banques privées de la planète, à commencer par les trois plus grandes, UBS, le Crédit Suisse et Goldman Sachs. La moitié de cette somme colossale serait possédée par un peu moins de 100 000 personnes, soit environ 0,001 % de la population mondiale.

L'organisation qui a commandé le rapport souligne que « *l'inégalité réelle est bien pire que ce que montrent les statistiques officielles, même si les politiciens entretiennent la fiction d'une répartition de la richesse vers les personnes les plus pauvres* ».

Délester de ces richesses l'infime minorité qui les possède serait une œuvre de salubrité publique, d'autant que ces masses d'argent ne restent pas dormir sur les comptes « offshore » mais circulent en permanence, alimentant la spéculation et donc l'instabilité générale de l'économie. Et il en sera ainsi tant que sera respectée la propriété privée des capitaux.

Il y a un siècle et demi, un philosophe proclamait : « *La propriété, c'est le vol* ». Aujourd'hui, le vol du travail humain se réalise à une échelle incomparablement plus grande et marque de son empreinte toutes les facettes de l'économie capitaliste.

Serge FAUVEAU

La France n'est pas en reste

Des noms, des noms !

Le bilan de la fraude « bien de chez nous » est par définition inconnu, mais il est estimé chaque année entre 30 et 50 milliards d'euros. Et si la totalité de ces fraudeurs en col blanc et à nœud pap' n'est pas connue, certains le sont.

Ainsi, par exemple, en 2008, un informaticien de la banque suisse HSBC avait dérobé et transmis un listing de titulaires français d'un compte secret. Cette liste comprenait 6 313 noms de personnes morales ou physiques, dont environ 4 200 ont négocié une transaction avec le fisc pour « régulariser » leur situation sans qu'aucun d'entre eux, à ce que l'on sache, ne se soit retrouvé sur la paille. Et de noms, il n'y en eut pas, car le secret bancaire, même légèrement écorné, ne saurait franchir les murs des services du ministère des Finances.

Une commission sénatoriale qui avait pour mission d'enquêter sur « l'évasion des capitaux et des actifs hors de France » vient de rendre son rapport. Éric Bocquet, le sénateur communiste qui en est le rapporteur, s'est déclaré choqué par des témoignages entendus au cours de cette enquête.

La population qui, elle, est contrainte de payer des impôts sans moyens d'échapper au fisc, serait en droit d'en savoir plus, et même de tout savoir ! Combien gagne la famille Peugeot, et combien paye-t-elle d'impôts sur l'ensemble de ses revenus, par exemple ?

Voilà un chantier à mettre en place pour le nouveau pouvoir socialiste, qui permettrait à la population d'y voir plus clair et plus juste. Avec l'avantage supplémentaire de montrer qu'il y aurait un vrai changement, maintenant et tout de suite !

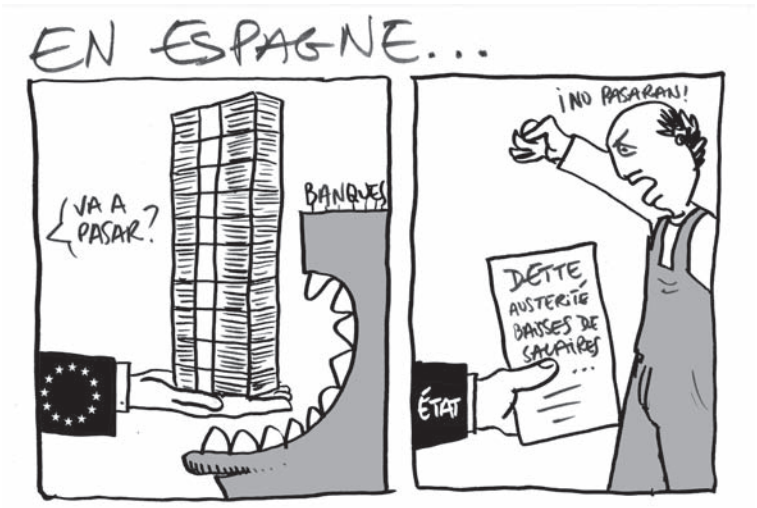
Jean-Pierre VIAL

• Crise européenne

Dans une spirale sans fin ?

Les autorités financières européennes ont eu beau intervenir « en dernière urgence », comme à chaque fois, la crise a connu un nouveau rebond.

C'est une spirale sans fin, comme la dette de tous les pays est sans fond, au point que les autorités financières et politiques, même à l'échelle de l'Europe, n'ont pas les moyens de la calculer ni, surtout, de la contenir. Oh, certes, elles le pourraient, mais à condition de s'en prendre drastiquement à ceux qui ont creusé cette dette et continuent de la creuser. Seulement, elles ne le veulent pas.



L'Espagne, le pays actuellement le plus directement exposé, avait à peine obtenu un crédit de 100 milliards d'euros que de nouveaux appels à l'aide se sont fait entendre, pour qu'on comble cette fois les « trous » des budgets des collectivités locales. Une nouvelle aide est donc à prévoir, à prix fort, car les « secouristes » européens, en l'occurrence les institutions financières européennes, et derrière elles les grandes banques privées, ne sont pas des bénévoles désintéressés. Elles vont aider l'Espagne – il serait plus juste de dire les groupes financiers et industriels espagnols, ou ceux qui ont investi dans ce pays – mais au prix fort, de plus en plus fort même, tels ces remorqueurs de haute mer qui attendent que le bateau à secourir soit en train de couler pour fixer le tarif de leur intervention. C'est cela, la solidarité entre les capitalistes, féroce et sans pitié. Sauf que les victimes désignées, ce ne sont pas leurs rivaux, les banquiers et les spéculateurs espagnols, mais la population qui, là-bas comme ici, est rackettée pour payer cette dette qu'elle n'a pas contractée et dont elle n'a aucunement bénéficié.

À chacune de ces aides à répétition, les pays qui en bénéficient, loin d'avoir un peu plus d'air, s'enfoncent un peu plus. Et tant que les capitalistes, c'est-à-dire ceux qui disposent de l'argent, de sa maîtrise et de sa distribution, détiennent les commandes de l'économie, il en sera ainsi.

Pour interrompre cette spirale catastrophique, il faudra que le monde du travail dise son mot, intervienne sur le terrain politique, pour remettre à l'endroit cette économie qui fonctionne en dépit du bon sens.

Jean-Pierre VIAL

• Logement social

Ce n'est pas la priorité pour Cécile Duflot

La ministre du Logement, Cécile Duflot, a présenté mercredi 18 juillet ses propositions concernant l'encadrement des loyers et la construction de nouveaux logements.

Le décret d'encadrement des loyers, applicable dès le 1er août dans une cinquantaine d'agglomérations, sera valable pour un an. Il prévoit qu'en cas de relocation ou de renouvellement du bail, les nouveaux loyers ne pourront augmenter plus que l'IRL (l'indice de référence des loyers, qui correspond plus ou moins à l'inflation), sauf si le propriétaire a fait des travaux ou si le prix était sous-évalué. On est donc bien loin d'un blocage des loyers à un niveau acceptable et inférieur aux loyers actuels, et qui permettrait à des familles modestes de se loger. Les propriétaires n'ont donc vraiment pas à s'inquiéter.

Autre mesure prévue, celle de relever le quota de logements sociaux de 20 à 25 % dans les villes de plus de 3 500 habitants, et de quintupler les pénalités infligées aux communes récalcitrantes. En 2010, 31 millions d'euros seulement ont été récoltés par ce biais. Même en les quintuplant, les sommes ainsi collectées ne permettront pas de faire face à la pénurie de logements.

Cécile Duflot prévoit aussi de faire construire 500 000 logements neufs par an. Mais, sur ce total, elle n'annonce que 150 000 logements sociaux. Or, selon les estimations, il en manquerait au moins 900 000 pour répondre à l'urgence et, selon la Fondation Abbé-Pierre, huit millions de personnes seraient sans abri, mal logées, ou en situation de « fragilité de logement » parce qu'elles n'ont plus les moyens de faire face aux dépenses liées à leur habitation.

À supposer que les 150 000 logements sociaux annoncés soient effectivement construits chaque année, le nombre est dérisoire par rapport aux besoins et à la pénurie de logements qui frappe les moins aisés.

Marianne LAMIRAL

LO

• Trucage du taux d'intérêt Libor

La moralisation de la finance mondiale n'est pas pour demain

Révélée récemment par le *Wall Street Journal*, l'affaire de la manipulation du taux d'intérêt Libor dans les échanges interbancaires est en passe de devenir un des plus importants scandales financiers.

Le Libor est censé refléter les taux d'intérêt réels auxquels les banques se prêtent entre elles. Il est calculé chaque jour en faisant la moyenne des taux réels pratiqués par un échantillon de grandes banques établies à Londres. Seize d'entre elles sont chargées de ce calcul, sous le contrôle d'une agence financière londonienne. Un certain nombre de ces banques se seraient entendues pour « manipuler » le cours du Libor, le corrigeant à la hausse ou à la baisse, en fonction de leurs intérêts.

La fraude leur aurait permis de détourner 1 000 milliards de dollars entre 2005 et 2009.

C'est que le Libor sert aussi de base de calcul pour un grand nombre de produits financiers dans le monde, produits dérivés destinés aux investisseurs, mais aussi crédits immobiliers, prêts étudiants, cartes de crédit, contrats d'assurance, etc., accessibles aux particuliers et aux entreprises.

La manipulation de ce taux pourrait avoir eu de l'influence sur le marché des quelque 600 000 milliards de produits financiers qui circulent actuellement dans le monde… soit dix fois le PIB annuel mondial ! Selon *Le Figaro*, les banques à l'origine de ces manipulations se seraient partagé un gain frauduleux de 1 000 milliards de dollars.

Pour l'instant, seule la banque britannique Barclays a reconnu les faits, ce qui, au regard du droit anglais, fort compréhensif en la matière, lui a permis de ne payer qu'une amende de… 360 millions de dollars, une somme ridicule au regard des gigantesques profits réalisés. La Deutsche Bank pourrait en faire de même et échapper aux poursuites, tout en obtenant un arrangement avec les autorités de régulation allemandes.

Mais le scandale est en train de s'étendre aux banques américaines comme Citigroup et JP Morgan Chase, aux banques britanniques HSBC et Royal Bank of Scotland, à la banque suisse UBS et, pour la France, au Crédit agricole et à la Société générale. Toutes sont suspectées avoir elles aussi trempé dans la combine. Du coup, la justice américaine menace ces banques d'une enquête pénale. Mais pas de quoi faire trembler les financiers qui, aux dires des spécialistes, ne paieront au maximum que 12 milliards d'euros en amende et en procès… soit à peine 1 % des sommes détournées !

D'Obama à Sarkozy, en passant par Hollande et bien d'autres, tous nous rebattent les oreilles avec leur volonté de moraliser la finance. Une blague ! D'ailleurs, aujourd'hui, plus personne ne les croit, car depuis le temps qu'ils parlent de moralisation, ils auraient eu le temps de commencer à la mettre en œuvre.

Éric TOLIAN

Une vieille histoire

L'affaire du Libor n'est pas nouvelle. Dès 2008, Timothy Geithner, à la tête de la Réserve fédérale américaine, avait déjà averti des risques de manipulation. Mais cela n'avait rien changé aux pratiques des banques, qui recevaient alors des aides publiques par milliers de milliards pour les aider à passer la crise financière dont elles sont responsables. La palme de l'hypocrisie revenant sans doute à la Royal Bank of Scotland, nationalisée en catastrophe dès 2008, et donc sous le contrôle de l'État britannique, et qui refusa de lui communiquer ses propres comptes !

Ce dernier scandale en date, en attendant le prochain, montre que ce sont les financiers qui dictent leur loi aux politiciens et pas le contraire : pour « moraliser les banques », il faudra se débarrasser des banquiers, piliers du capitalisme !

• PSA – Aulnay-sous-Bois

Les travailleurs discutent de leur avenir

Deux semaines après l'annonce officielle de la fermeture de l'usine d'Aulnay, et malgré les tentatives de la direction pour faire reprendre la production comme si de rien n'était, les travailleurs s'organisent et discutent de comment faire reculer PSA.

L'usine fonctionne avec des arrêts de chaîne fréquents et une production bien inférieure à ce qu'elle est d'habitude. De nombreux travailleurs étant déjà en vacances, beaucoup de postes sont tenus par des intérimaires et des CDD scolaires, mais cela ne suffit pas. Pendant les débrayages, la direction tente de sortir la production en mettant sur les chaînes des hauts cadres, ce qui ne permet pas de fabriquer des voitures mais a au moins le mérite d'assurer le spectacle et de faire beaucoup rire les ouvriers.

De très nombreuses discussions ont lieu. C'est la première marche du combat qui s'annonce : imposer à la direction notre droit à discuter de notre avenir et de l'organisation de la lutte. Depuis le jour de l'annonce, chaque jour, la direction a imposé que ses « briefings » avec cadres, directeurs et tout leur baratin durent vingt minutes au lieu de cinq habituellement.

Les « briefings « avec la direction se passent différemment selon les secteurs. L'idéal, c'est lorsque les travailleurs se réunissent entre eux, avant, pour décider de l'attitude à adopter – qui peut aller du boycott pur et simple de la réunion jusqu'au fait d'écouter la direction et de lui dire ensuite ses quatre vérités. Au Montage, en logistique, la moitié de l'équipe s'est par exemple entendue pour retourner les chaises et montrer le dos au contremaître et à ses boniments. Cela a porté ses fruits : lundi 23 juillet, la direction a renoncé à ses « briefings » de vingt minutes.

De leur côté, les travailleurs organisent leurs propres « briefings », mais sans la direction. L'un des enjeux de la semaine qui vient de se dérouler a d'ailleurs été l'exigence que ces réunions soient payées et non comptées comme du temps de grève : puisque la direction a décidé de nous licencier, qu'elle paye le temps pendant lequel nous discutons de notre avenir ! Dans certains secteurs, plusieurs dizaines de travailleurs se sont mis en grève pour exiger le paiement d'une de ces réunions. Au Ferrage, un directeur a répondu piteusement à une délégation d'ouvriers : « *Mais si je vous paye, vous allez recommencer tous les jours !* ». Les travailleurs ont répondu que, de toute façon, payés ou pas, ils recommenceraient tous les jours.

Préparer la rentrée

Un nombre important de travailleurs attendent de connaître les « solutions » qui leur seront proposées, puisque le patron affirme que « *personne ne sera laissé au bord du chemin et chacun se verra proposer une solution individuelle* ». Mais beaucoup d'autres ne font plus aucune confiance à une direction qui ne fait que mentir depuis un an. Dans les entretiens individuels avec les cadres, les réactions sont parfois vives ! Aux questions : « *Quels sont tes projets pour l'avenir ? Où souhaiterais-tu partir ? Est-ce que tu as un projet de création d'entreprise ?* », des ouvriers répondent : « *Je n'ai rien demandé, ce que je veux c'est rester à PSA Aulnay* » !

Des discussions importantes ont aussi pour objet la construction du Comité de préparation de la lutte. Un bon nombre d'ouvriers défendent l'idée de commencer dès maintenant à construire une structure démocratique, regroupant syndiqués et non syndiqués, afin qu'elle soit déjà en place le 4 septembre, le jour où le travail reprendra à la rentrée. Dans cette structure, les syndicats auront naturellement toute leur place. Mais, à Aulnay comme partout ailleurs, les travailleurs non syndiqués sont largement majoritaires et il est indispensable qu'ils aient aussi la possibilité de peser dans les décisions.

Les premières fondations de ce comité ont été posées durant ces derniers jours, lors d'assemblées dans les ateliers, qui ont lieu presque quotidiennement. L'idée fait son chemin que, si le combat se déclenche à la rentrée, il faudra qu'il soit dirigé et contrôlé collectivement et démocratiquement. À cet égard, l'expérience des grèves de 2005 et de 2007 est précieuse. Ceux qui y ont participé y ont appris l'utilité d'une direction élue, et ils défendent cette idée autour d'eux.

De son côté, la direction tente de décourager les travailleurs de participer à ce comité. Elle a bien compris que la participation active de tous les salariés renforcerait le camp des travailleurs. Tous les moyens sont donc bons pour faire pression, les cadres allant jusqu'à dire aux ouvriers qu'ils risquent des poursuites judiciaires s'ils appartiennent au comité !

Mercredi 25, la dernière action avant les congés a eu lieu, à l'occasion du CCE organisé au siège de PSA. Des délégations de plusieurs sites du groupe, au total plus de 1 500 travailleurs, sont venus crier : « *Varin, à partir d'aujourd'hui, on sera ton cauchemar !* »

Correspondant LO

LO

Le 25 juillet, devant le siège de PSA à Paris.

LO

• PSA – Sochaux

Des licenciements qui ne disent pas leur nom

À Sochaux, en plus des 600 suppressions d'emplois liées à la fermeture de l'atelier de Mécanique, et des 579 autres travailleurs, dont 239 ouvriers, visés par le plan de PSA, la direction a annoncé, le 23 juillet, le renvoi de 300 intérimaires à partir du 1er octobre, invoquant une baisse des ventes de la Peugeot 308. Pour ce faire, elle compte réduire la cadence dans l'une des deux équipes de fabrication et demander à ceux qui resteront de tenir deux postes à la fois !

Cette annonce intervient au moment où est en cours le licenciement de 350 autres intérimaires qui fabriquent des Peugeot 3008, 5008 et Citroën DS5. Cela avait provoqué des protestations de plusieurs centaines d'ouvriers, dont des intérimaires, dans les ateliers du Montage en avril dernier. Le patron n'a pas remis en cause les surcroîts de travail ni les licenciements d'intérimaires.

Il a revu ses calculs et tente de laisser aux uns le temps de supporter les surcharges de postes tout en renvoyant des intérimaires chaque semaine. Ainsi, depuis avril, le patron recrute d'autres intérimaires et se donne jusqu'à octobre pour leur réserver le même sort qu'aux autres.

Vu l'intensité des rythmes de travail, il arrive que des intérimaires contractent une maladie professionnelle en quelques semaines. D'autres sont mis dehors après deux ou trois mois sans avoir suffisamment d'heures de travail pour pouvoir prétendre au chômage. Le patron cherche à instaurer l'inquiétude dans les ateliers pour imposer des sacrifices supplémentaires.

Ces renvois d'intérimaires sont des licenciements qui ne font pas la Une de l'actualité. PSA ne supprime pas seulement 8 000 emplois mais bien plus. Et quand Varin ose dire qu'il n'y aura pas de « licenciements secs », il ment. Les intérimaires qui sont jetés à la rue du jour au lendemain, et tous ceux qui vont les suivre, montrent avec quelle absence d'humanité les patrons entendent traiter les salariés, qu'ils soient intérimaires ou pas.

Le cynisme d'un grand bourgeois

Thierry Peugeot ose évoquer dans une interview ses « *valeurs d'humanisme* » alors que, d'un trait de plume, il s'apprête à rayer de la carte une usine à Aulnay-sous-Bois et à licencier 1 400 salariés à l'usine de Rennes. Il explique que la famille « *vit très mal* » les attaques portées contre elle, mais ne se demande évidemment pas si les milliers de travailleurs menacés de pointer demain au chômage ne vivent pas la situation un peu plus mal que lui.

Thierry Peugeot justifie la saignée en évoquant un recul du marché. Mais même si le marché reculait, ce serait à la famille Peugeot de payer les pots cassés et non aux salariés.

Reste à ceux-ci la seule arme qui peut faire reculer Varin et la famille Peugeot, la mobilisation de tous les travailleurs de l'usine, CDI, CDD, intérimaires, toutes catégories confondues.

Correspondant LO

• Rencontre Varin-Ayrault

Des mensonges, encore et toujours

Convoqué chez le Premier ministre, le PDG du groupe PSA Philippe Varin a ressorti son refrain sur le fait qu'il n'y aurait pas de licenciements, ce qui a semble-t-il satisfait un Jean-Marc Ayrault tout prêt à gober ces mensonges, alors même que Varin n'a strictement rien promis de nouveau !

Si Ayrault voulait prendre au mot Varin, il aurait pu demander au patron de PSA pourquoi, dans ce cas, il n'annulait pas tout simplement la réunion du CCE du mercredi 25 juillet, au cours de laquelle les syndicats étaient appelés à émettre un avis sur un document intitulé… « *plan de licenciements collectifs pour motifs économiques* ».

Devant l'émotion provoquée par l'annonce des licenciements massifs chez PSA, le gouvernement n'a pas d'autre choix que de faire mine de réagir et de froncer les sourcils. Pour l'instant, il n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit d'autre – à part, et il s'y prépare, distribuer de nouvelles aides sonnantes et trébuchantes aux industriels de l'automobile. Sans la pression des travailleurs, le gouvernement fera tout pour que le dossier PSA se referme le plus vite possible.

• Sevelnord – Valenciennes

Chantage et mépris

Lundi 23 juillet, le directeur s'est adressé à tout le personnel pour annoncer « la bonne nouvelle » de l'accord conclu avec Toyota, qui s'engageait à acheter des véhicules utilitaires à Sevelnord pour les vendre sous sa marque. Cela se ferait au deuxième semestre de 2013. Pour combien de véhicules ? Le directeur ne l'a pas dit, mais la presse avance le chiffre de cinq à dix-mille, ce qui représenterait entre dix et vingt jours de production de l'usine. Pas vraiment de quoi être rassuré sur l'avenir du site !

Sur l'avenir du site justement, le directeur a précisé que pour obtenir le futur nouveau modèle de PSA, il faut soi-disant être plus compétitif que l'usine de Vigo en Espagne. Et de répéter les conditions de « l'accord de compétitivité » : gel des salaires pour deux ans au moins, suppression de 600 postes, flexibilité accrue et mobilité interne et externe sans préavis ni indemnisation bien sûr. Il veut aussi instaurer l'overtime, comme à Toyota Onnaing, c'est-à-dire prévoir 21 minutes journalières supplémentaires entre l'équipe du matin et celle de l'après-midi qui serviront à rattraper les voitures qui manquent, suite aux pannes… ou aux débrayages. L'accord sera sans doute signé par certains syndicats.

La seule chose que disent ces syndicats, c'est que leur signature est conditionnée à l'engagement de PSA de faire le nouveau modèle à Sevelnord. Ce à quoi PSA répond qu'il faut d'abord signer l'accord pour avoir cet engagement, mais qu'il ne s'appliquera pas si le nouveau modèle n'arrive pas. Les travailleurs ne seront de toute façon pas consultés, alors, aucune raison pour eux de se sentir engagés, de quelque manière que ce soit !

Correspondant LO

LO

L'éternel recommencement des licenciements

Au sortir de l'entretien que Varin, le PDG de PSA, a eu avec Ayrault, le groupe faisait annoncer qu'il demandait des millions d'aides publiques pour assurer la continuation de la production à son usine Sevelnord de Hordain, près de Valenciennes. À Hordain, la famille Peugeot répète un scénario déjà joué.

Peugeot avait déjà fait fermer l'usine de Hordain en 1987, mettant 2 500 salariés à la rue. Puis il avait obtenu en 1989 du gouvernement socialiste d'alors un plan d'aide massif pour... reconstruire l'usine sans bourse délier. Tout le monde s'y était mis l'État, les collectivités locales et les fonds à la réindustrialisation (charbonnages et sidérurgie). La réouverture de Hordain, baptisée Sevelnord pour faire semblant de faire du neuf, s'était en réalité conclue par un désastre sur l'emploi. Car dans le même temps était scellée la fermeture de trois usines automobiles du groupe Chausson (possédées à moitié avec Renault) à Meudon, Creil et Gennevilliers. Ces usines comptaient alors 7 000 salariés, qui assuraient la production des véhicules que la famille Peugeot allait faire fabriquer à partir de 1992 à Hordain.

Et voilà donc que la famille Peugeot fait rejouer par ses mandants la même partition, alors qu'il y a encore peu, elle ne demandait aucune aide de l'État. Menteurs, licencieurs et détrousseurs de fonds publics, voilà ce qu'ils sont !

Paul SOREL

• Autoliv-Isodelta – Chiré-en-Montreuil (Vienne)

Une nouvelle attaque patronale en perspective

L'usine Autoliv-Isodelta de Chiré, située à 20 km de Poitiers, compte près de 700 travailleurs et fabrique des volants pour l'industrie automobile. Rachetée en 1999 par la multinationale suédoise Autoliv, elle a vu ses effectifs fondre, tandis que sa production augmentait. Depuis plusieurs semaines, dans les ateliers du site poitevin, la direction distille sournoisement des doutes sur le maintien de la production de volants et annonce un plan de compétitivité.

Le trust n'a évidemment aucune difficulté. Il a construit d'autres usines en Tunisie, en Turquie et, récemment, en Roumanie (à partir de septembre 2012), en y transférant des opérations effectuées auparavant à Chiré.

Sur les huit dernières années, les effectifs de l'usine sont passés de 1052 travailleurs en CDI à 660 aujourd'hui (sans compter les dizaines de licenciements d'intérimaires). La production, quant à elle, a crû de 11 000 à 18 000 volants par jour (+ 61 % !). Sur la même période, les collectivités locales ont soutenu les patrons – sous prétexte de sauver les emplois, avec le succès que l'on voit – en finançant des plans de formation, l'amélioration de liaisons routières d'accès à l'usine et, pour quatre millions d'euros, l'arrivée du gaz naturel sur le site.

Après le transfert de machines, en janvier dernier, du site de Poitiers vers la future usine roumaine, l'atelier de moussage des volants (atelier polyuréthane) a vu récemment une partie de sa production délocalisée en Tunisie. Dans le même temps, à l'assemblage, les cadres faisaient pression pour trouver des « volontaires » afin de faire des heures supplémentaires. La faiblesse des salaires n'était de toute évidence pas suffisante pour motiver les ouvrières, qui sont majoritaires dans cette partie de l'usine.

Sur ce, la direction imposait à ces mêmes ouvrières, quelques semaines après, de prendre sur leurs jours de congés parce que la production à faire était moindre. Ce mépris patronal a déclenché un débrayage – dans une usine qui en connaît peu – à l'atelier d'assemblage. Ce mouvement de colère a forcé une partie de la direction à descendre dans l'atelier pour s'expliquer et tenter de faire croire qu'elle et les travailleurs étaient sur le même bateau.

La situation d'Autoliv-Isodelta fut un des thèmes des dernières élections législatives. Sollicitée par la presse locale, la députée sortante PS s'extasiait devant le bel outil industriel que représentait l'usine, tandis que son concurrent UMP se proposait, s'il était élu, de jouer le rôle de représentant de commerce de la direction. Ni l'un ni l'autre n'ont évoqué les suppressions d'emplois, la faiblesse des salaires ou l'augmentation des maladies professionnelles.

Lundi 16 juillet, la direction a annoncé d'importants transferts de machines vers les autres sites, et ce malgré son engagement que les délocalisations de janvier n'auraient pas de suite. L'appel à débrayer lancé par la CFDT a été un succès.

Eh bien non, ce n'est pas aux ouvriers de payer pour l'incurie des capitalistes et les ratés de leur système économique chaotique.

Correspondant LO

• Jeux olympiques

Les valeurs de l'olympisme au plus haut... en Bourse !

Les Jeux olympiques, en plus d'être « la grande fête du sport », sont une opération planétaire visant à imprimer dans un, voire deux milliards de cerveaux les logos d'un certain nombre de grandes marques. L'objectif est clair : persuader un maximum de Terriens de l'avantage d'acheter telle marque de chaussures, de tee-shirts ou d'autres produits, quitte à les payer nettement plus cher que les marques concurrentes. Et qu'importe si tout cela est fabriqué dans des usines où les ouvriers sont payés 50 dollars par mois.

L'important est que, sur les 130 millions de bébés qui doivent naître sur cette planète cette année, le plus grand nombre possible sache rapidement dire, en même temps que « papa » ou « maman », les mots tellement plus importants de « MacDo » et de « Coca ».

Organiser « la grande fête du sport » cause bien des soucis. Il a d'abord fallu convaincre la population, pas vraiment unanime pour payer une facture qui a quadruplé par rapport à ce qui était annoncé en 2005, quand Londres a obtenu les Jeux. Elle a atteint aux dernières nouvelles presque douze milliards d'euros.

Il a aussi fallu beaucoup d'efforts d'organisation et de contrôle pour qu'aucun écart ne soit permis et que les règles soient bien respectées. La sécurité redoute, par exemple, que des spectateurs arborant – comble de l'horreur – des tee-shirts Pepsi puissent être visibles sur une image, alors que c'est Coca-Cola le sponsor officiel. C'est ce qu'on appelle à Londres le « marketing embusqué ». Comble d'horreur, en 1996, aux jeux d'Atlanta, un sprinter était passé devant des millions de téléspectateurs en arborant le logo de Puma, alors que Reebok était le parrain officiel des Jeux. Voilà probablement pourquoi le budget sécurité a dû être augmenté, car on ne plaisante pas avec les milliards de recettes publicitaires qui nourrissent, entre autres, le Comité international olympique.

Des inspecteurs se sont donc répandus dans les rues de Londres, menaçant par exemple de prison une vendeuse qui avait disposé quelques cerceaux colorés, en forme de logo olympique, entre les culottes et les soutiens-gorge proposés à ses clients, ou encore ce boucher qui, dans sa devanture, avait réalisé le même dessin avec des chapelets de saucisses. N'ayant probablement pas réalisé dans quel monde ils vivaient, aucun des deux n'avait versé de contribution à l'honorable comité.

Pas de Jeux sans médailles. Mais en raison de l'envolée du cours des métaux, et en particulier de l'or, il y aura moins d'or par médaille : six grammes seulement sur 410 ! Cela a fait tout de même une commande de huit tonnes d'or, d'argent et de cuivre pour le trust minier Rio Tinto. Pour ce groupe, un des grands pollueurs de la planète, fournir les Jeux est une question d'image. Ces jeux ne se présentent-ils pas comme « *les plus verts de toute l'histoire du sport olympique* » ?

Les Jeux sont en effet écologiques. Une bonne mise en scène sur les vertes campagnes britanniques, et le groupe Dow Chemicals, un des principaux sponsors, devrait même devenir « écoresponsable ». C'est un peu gros, et certains ont rappelé que Dow Chemicals a fait de très bonnes affaires en vendant « l'agent orange » qui a semé la mort et la dévastation pendant la guerre du Vietnam. Le trust refuse toujours aux victimes de la catastrophe chimique de Bhopal de rouvrir leurs dossiers d'indemnisations, ce qui a failli pousser l'Inde à boycotter les Jeux. On a donc caché les panneaux trop voyants de ce trust. Mais BP, responsable de la catastrophe de la plateforme pétrolière dans le golfe du Mexique il y a deux ans, s'en sort mieux et a été rebaptisé « sponsor durable ». Tout cela, c'est la magie du sport !

Serge FAUVEAU

Dispersez-moi ces pauvres !

À quelques jours des JO, Londres soigne son image. Les organisateurs ont mis en place ce qu'ils appellent une « zone de dispersion ». Il s'agit du périmètre qui doit être débarrassé des pauvres qui feraient mauvais genre au milieu de la fête.

Lorsque les Chinois en faisaient autant à Pékin, cela avait soulevé une vague d'indignation dans les pays occidentaux. Mais l'indignation est à géométrie variable, si bien que ce qui était condamnable hier à des milliers de kilomètres devrait aujourd'hui être acceptable ici.

Pour le grand nettoyage londonien, les organisateurs ont donc mis les moyens : vagabonds, indigents, miséreux sont évacués, les jeunes en capuche arrêtés, les maisons de tolérance inspectées de la cave au grenier. Les abribus ont été dotés de nouveaux bancs sur lesquels il est impossible de dormir. Ainsi, les Jeux vont pouvoir s'ouvrir, avec l'espoir que, derrière la carte postale rutilante, la réalité parfois difficile à supporter ne gâche pas la fête.

L.P.

• Des footballeuses voilées

L'hypocrisie du CIO

La Fédération internationale de football a accepté que des joueuses portant un voile islamique puissent participer à des compétitions internationales. De son côté, le Comité international olympique (CIO) a autorisé deux athlètes saoudiennes à participer aux Jeux de Londres bien que leur pays d'origine impose qu'elles portent une tenue islamique, qu'il y ait auprès d'elles un parent proche et que la non-mixité soit respectée.

Dans un communiqué, Jacques Rogge, le président du CIO, parle de cette présence comme d'une « *très bonne nouvelle* », alors que c'est un camouflet à toutes celles qui se sont battues et se battent encore pour être à égalité avec les autres compétitrices. L'une d'elles, Hassiba Boulmerka, première médaillée d'or d'Algérie, en 1992, aux Jeux olympiques de Barcelone, concourant en short et tête nue, avait reçu des menaces de mort de la part d'intégristes religieux. Elle disait qu'elle n'irait certes pas en short à la mosquée, mais pas non plus voilée sur une piste, et elle dédia sa victoire aux femmes de son pays.

Les dirigeants occidentaux et bien-pensants du football mondial et du CIO n'ont que faire des droits des femmes, qu'ils sont prêts à sacrifier pour complaire à quelques féodaux moyenâgeux, mais surtout fortunés.

Léna PIGALLI

Un champion des licencieurs à l'honneur

Lakshmi Mittal, le patron d'ArcelorMittal, a été choisi pour porter la flamme olympique dans deux quartiers de Londres. Rien de plus normal pour lui que d'avoir été désigné pour ce qui est considéré comme un honneur car, « *comme un athlète olympique,* [il est] *marqué par des principes très similaires de persévérance et de dur labeur* », se vante-t-il.

La persévérance, il en a pour fermer des usines et licencier des travailleurs. Dur labeur en effet que d'avoir jeté à la rue près de 70 000 travailleurs dans le monde ! Les syndicats belges se sont indignés de ce choix, et considèrent comme une insulte le fait « *que l'olympisme puisse récompenser ceux qui broient des vies* ». Mittal envisage en effet la fermeture de ses hauts fourneaux à Liège, qui font vivre 3 000 familles.

M.L.

• Incendies

Pour entretenir les Canadair, il n'y a pas le feu !

Sept bombardiers d'eau et 450 pompiers français ont été envoyés en renfort pour aider à combattre le gigantesque incendie qui ravage le nord-est de la Catalogne, sur la frontière franco-espagnole, et c'est bien la moindre des choses qu'une solidarité internationale se manifeste en cas de catastrophe.

À Marseille-Marignane, où se trouve la base des bombardiers d'eau français, la majorité des 88 pilotes avaient fait plusieurs jours de grève début juillet. Les pilotes réclamaient une rallonge de dix millions d'euros, indispensable pour assurer la maintenance de leurs appareils. Sur les vingt-trois avions qui composent la flotte de lutte contre les incendies, sept étaient alors cloués au sol dans l'attente de réparations – cinq Canadair et deux Tracker. Vu le vieillissement des appareils (les Tracker ont été construits dans les années cinquante et arrivent en bout de course), leur maintenance coûte de plus en plus cher. Parallèlement, la diminution des budgets depuis plusieurs années met la sécurité des pilotes en péril.

Lors de la grève, le ministre de l'Intérieur avait fait de vagues promesses, mais avait dit aussi qu'il ne disposait pas des crédits nécessaires. Toujours par mesure d'économies, le gouvernement avait aussi décidé de laisser trois appareils au sol cet été. « *Dans l'hypothèse d'une situation critique, si nous sommes confrontés à des incendies très importants, ces avions feront cruellement défaut* », déplorait alors un syndicaliste.

Marianne LAMIRAL

Une nouvelle brochure de Lutte Ouvrière

La guerre d'Algérie

Choix de textes de Voix Ouvrière (1957-1965)
132 pages – 10 euros
Disponible auprès de nos camarades ou par courrier en écrivant à Lutte Ouvrière.
Joindre un chèque de 10 euros à l'ordre de Lutte Ouvrière, en précisant bien l'adresse d'expédition et le code postal.
Envoi franco.

• Snecma – Corbeil (Essonne)

Condamnée pour discrimination salariale

La Cour de cassation vient de condamner la Snecma Corbeil pour discrimination salariale à l'égard de Sylvie Men, une technicienne, déléguée CGT pour réparer trente ans de discrimination. Elle doit lui payer 41 000 euros de dommages et intérêts et l'augmenter de 208 euros par mois. Deux autres salariées sont en attente d'une décision de la Cour de cassation en septembre.

La direction de la Snecma, qui ne cesse de vanter son « modèle social », dont la pierre angulaire serait « le respect des personnes », vient donc de se prendre les pieds dans le tapis ! Sa fameuse « égalité professionnelle », qu'elle sert à toutes les sauces, ne concerne visiblement pas l'égalité des salaires entre hommes et femmes : c'est ce que viennent de constater à juste titre les juges !

Depuis 2005, partant du constat qu'en moyenne les femmes, à travail égal et à qualification égale, touchaient 15 % de moins que les hommes, la commission égalité professionnelle du comité d'entreprise, initiée par des militantes de la CGT et des ouvrières non syndiquées, a combattu les discriminations salariales dans l'usine. À chaque augmentation, les femmes touchent quelques dizaines d'euros de moins que leurs collègues masculins, leur point d'indice prend du retard, tandis que les augmentations sont de plus en plus rares. Et voilà comment, sur plusieurs années, une femme dans l'usine en arrive à gagner 200 à 270 euros de moins par mois qu'un homme.

Pendant des années, la direction de la Snecma s'est acharnée contre des salariées qui avaient eu l'audace de contester la politique salariale discriminatoire du groupe. Faisant flèche de tout bois, elle a nié les faits, maquillés la réalité, multiplié les chantages et les pressions, allant jusqu'à récuser les juges des prud'hommes ou bien à faire dire, en substance, à l'une de ses avocates que les salariées de la Snecma n'avaient pas à se plaindre car elles étaient mieux payées qu'une caissière de supermarché ! Mais cela n'a pas suffi. La Snecma a été de nouveau condamnée comme l'avait déjà été la direction du site de Gennevilliers, en 2010, pour les mêmes faits. La Snecma Gennevilliers avait alors dû payer 280 000 euros d'indemnités à plusieurs ouvrières discriminées.

Ce succès réjouit, certes, toutes celles et tous ceux qui ont mené la lutte contre la discrimination salariale à la Snecma, mais il ne peut faire perdre de vue qu'il y a encore bien d'autres ouvrières et techniciennes qui devraient être indemnisées et augmentées.

Correspondant LO

• Samsonite

Prison ferme pour les anciens repreneurs

La cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation à de la prison ferme des deux repreneurs de l'usine Samsonite de Hénin-Beaumont. Ils sont reconnus coupables d'avoir volontairement provoqué la faillite de l'entreprise en 2007 en détournant 2,5 millions d'euros.

Le début de l'affaire remonte à 2005. Cette année-là, le riche groupe de bagagerie américain Samsonite décidait de se débarrasser de l'usine de Hénin-Beaumont, qu'il avait acquise quelques années plus tôt. Cédée pour un euro symbolique, l'usine, rebaptisée Energy Plast, devait se reconvertir dans la fabrication de panneaux photovoltaïques. Deux ans plus tard, alors qu'aucun panneau photovoltaïque n'avait été produit, l'usine était liquidée et les 205 salariés licenciés.

Les deux repreneurs s'avéraient être complètement véreux. Ils venaient de faire la même opération un an avant avec une autre usine de bagagerie, elle aussi liquidée avec le licenciement de 200 personnes. L'un d'eux avait déjà été mis en examen pour abus de confiance aggravé, faux et usage de faux, banqueroute par détournement d'actifs…

Aujourd'hui, au bout de cinq ans de procédures judiciaires, l'ancien PDG d'Energy Plast est condamné à trois ans de prison dont un an ferme, l'ancien secrétaire général écope lui aussi de trois ans de prison, avec deux ans ferme. Les deux escrocs doivent payer une amende de 75 000 euros et n'auront plus le droit de gérer une entreprise pendant cinq ans. Ils devront enfin verser 2,5 millions d'euros au liquidateur judiciaire. Ce n'est que justice, et ce n'est même qu'un minimum par rapport aux dégâts qu'ils ont faits.

Lors de l'audience en appel, l'avocat général rappelait que les 205 salariés licenciés « *vivent pour la plupart dans la précarité depuis leur licenciement. 80 % d'entre eux n'ayant toujours pas retrouvé de travail* ». Et surtout, les premiers responsables, les patrons de Samsonite qui ont vendu l'usine dans ces conditions pour ne pas avoir à payer un plan social, ne seront pas inquiétés. Dans cette affaire, ils se présentent comme des victimes, mais d'après les anciens salariés, l'aide de cinq millions d'euros qu'ils avaient apportée en 2005 pour le projet de reconversion est bien inférieure à ce qu'ils auraient dû payer s'ils avaient fait un plan social en bonne et due forme. Ce groupe de niveau international, aujourd'hui florissant, avec 87 millions de dollars de bénéfices déclarés pour l'année 2011, aurait eu largement les moyens de ne pas fermer cette usine et de maintenir les emplois.

Valérie FONTAINE

• La Poste – Services financiers

Une claque pour la direction

La direction de La Poste avait engagé une action en justice contre le CHSCT du centre de Paris, afin de lui contester le droit de faire une expertise sur les conséquences de l'aggravation des conditions de travail sur le personnel. Le tribunal de grande instance de Paris a rendu sa décision : il a annulé la décision du CHSCT sur la forme, mais a condamné La Poste à lui payer 5 980 euros. C'est un désaveu pour La Poste et une victoire morale pour les 1 300 employés du centre financier de Paris (ex-Chèques postaux) et un encouragement à défendre leurs droits.

Le 14 juin, jour de l'audience, plusieurs centaines d'employés du centre financier de Paris avaient fait grève, certains se retrouvant aux côtés d'autres postiers devant le TGI de Paris. Ils étaient indignés par la décision de la direction de La Poste de contester la demande des élus au CHSCT d'étendre à tout le centre l'expertise démarrée suite au suicide d'une collègue en septembre dernier.

Le jugement reprend des passages du rapport de l'expertise, très dénonciateur à propos des conditions de travail déplorables subies par le personnel. Il reconnaît donc le bien-fondé de la décision du CHSCT.

Mais au-delà du contentieux juridique, il y a la réalité de ce que les employés vivent dans les services. La direction enchaîne les réorganisations, supprime des emplois, demande de faire à deux le travail de trois, quand ce n'est pas à un le travail de deux ou de trois. Et aujourd'hui se pose la question de créer un rapport de force, une mobilisation la plus large possible, pour modifier durablement le comportement de ceux qui dirigent.

Correspondant LO

• Camiva – Saint-Alban-Leysse (Savoie)

Sacrifiés pour plus de profits

Les salariés de la Camiva (qui produit des véhicules incendies) dénoncent la fermeture de leur usine. Celle-ci emploie 171 salariés et fait travailler environ autant d'ouvriers dans des entreprises sous-traitantes.

L'entreprise fait partie du groupe FIAT Industrial qui a annoncé le 7 mai la fermeture de six sites européens, en Italie, en Allemagne et en Autriche, en plus de celui de Saint-Alban-Leysse près de Chambéry. Le but de la concentration de la production est celui d'un accroissement de la rentabilité.

LO

À Saint-Alban-Leysse, des commandes il y en a et l'entreprise a dégagé des bénéfices pendant vingt-quatre ans, jusqu'en 2010. Si, depuis, l'usine enregistre officiellement, selon les dires de la direction, des déficits, le groupe FIAT Industrial est loin d'être sur la paille et devrait garantir les emplois et les salaires. Les salariés sont conscients que leurs emplois supprimés sont seulement liés à des restructurations permettant aux actionnaires de réaliser davantage de profits. Sacrifier plusieurs centaines de familles ne compte pas pour ces gens-là.

Correspondant LO

• Vistéon – Seclin (Nord)

Il faut le maintien des emplois

À Gondecourt, près de Seclin, l'équipementier automobile Vistéon annonce 99 suppressions d'emplois, sous prétexte de baisse du chiffre d'affaires. Depuis des années, la direction supprime des postes et ne remplace pas ceux qui partent : mais pour ceux qui restent, les cadences s'accélèrent évidemment sans cesse.

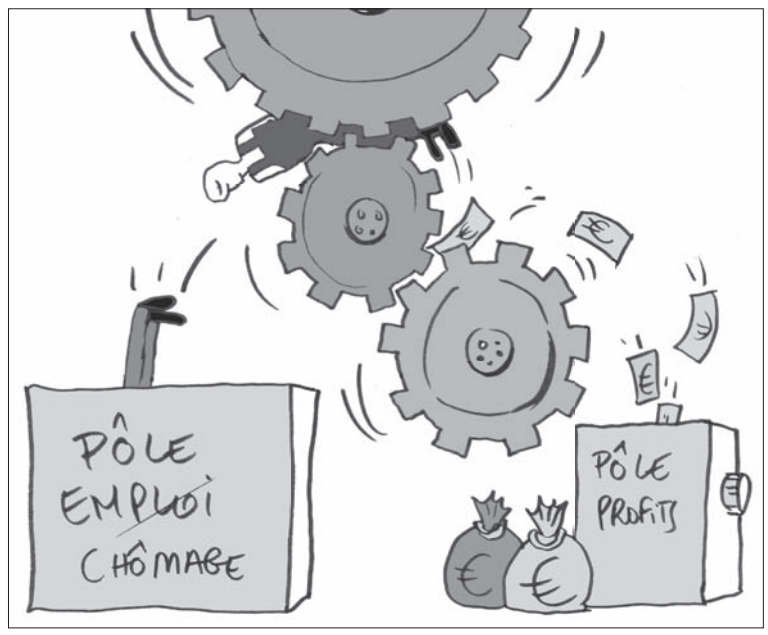
Il reste aujourd'hui 650 travailleurs à Gondecourt et il y a environ 200 intérimaires ou plus en permanence depuis des années. Quant à Carvin, jumelé à Gondecourt, à quelques kilomètres, où il reste une cinquantaine de personnes, l'usine devait fermer en juin parce que Toyota n'a pas reconduit son contrat. Finalement, la fermeture serait décidée pour la fin de l'année.

Quand, début juillet, la direction a demandé à des travailleurs de la logistique de débarrasser des stocks, ceux-ci ont refusé et débrayé. Le directeur leur a alors affirmé qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir. Mais les 99 licenciements étaient annoncés quelques jours après.

Á Vistéon, qui produit des tableaux de bord et des panneaux de portes pour PSA, Renault, Volvo et Toyota, c'est le onzième plan de suppressions d'emplois en onze ans. Depuis 2000, le nombre de travailleurs en France est passé de 3 000 à 1 400. Á Rennes, où Peugeot annonce aujourd'hui 1 400 suppressions d'emplois, il y avait une usine Vistéon qui travaillait pour Peugeot, elle a été supprimée et 450 salariés ont été virés fin 2010. À Flins, à côté de Renault, le site Vistéon a fermé en 2010 : 70 travailleurs ont été jetés dehors. Á côté de Renault-Douai aussi, il y avait un site, Brebières, qui a été supprimé il y a quelques années.

Pourtant, les actionnaires du groupe américain Vistéon sont toujours grassement payés et le groupe est régulièrement cité dans la presse économique pour les milliards qu'il brasse. Dernièrement, Vistéon a cherché à vendre son activité Intérieur à sa coentreprise chinoise Yanfeng Visteon Automotive Trim Systems. La nouvelle entreprise annonçait un chiffre d'affaires annuel d'environ quatre milliards de dollars à l'échelle mondiale. Finalement, les négociations auraient échoué, mais aussitôt, on apprend que Vistéon rachèterait pour près d'un milliard de dollars la totalité des actions d'une entreprise coréenne, Halla Climate Control, dont il possède déjà 70 %. Ces milliards qui naviguent d'un continent à l'autre, c'est dans la poche de ceux qui travaillent qu'ils sont pris et c'est à garantir aujourd'hui les emplois qu'ils doivent servir.

Correspondant LO



• Pilpa – Carcassonne

Non à la fermeture !

La direction du groupe germano-britannique R & R Ice Cream, numéro deux européen de la crème glacée, a annoncé au début de mois de juillet la fin de l'activité de l'usine Pilpa de Carcassonne pour la fin de l'année 2012. R & R Ice Cream avait racheté Pilpa au groupe Boncolac, en juin 2011. L'entreprise emploie 124 salariés en fixe et 40 intérimaires.

À Carcassonne, où Pilpa est l'un des plus gros employeurs, cette annonce est un coup dur, même si le personnel s'y attendait depuis le changement de propriétaires et la suppression du service recherche et développement en 2011.

Cette année-là, les bénéfices se sont élevés à 36 millions d'euros. Depuis plusieurs mois les salariés travaillaient 48 heures par semaine, six jours sur sept. Aussi, quand la direction évoque une « *situation financière difficile dans un secteur très concurrentiel* » pour justifier la fermeture, les travailleurs estiment qu'elle les prend pour des imbéciles. Le cabinet d'audit mandaté par la CGT dans le cadre d'une procédure d'alerte n'a pas pu avoir accès à tous les éléments comptables pour juger de la situation financière réelle du groupe, mais il conclue son étude en dévoilant la stratégie suivante : racheter la société pour avoir des licences de fabrication et le carnet d'adresse des clients et concentrer ses activités sur les trois autres sites du groupe.

Pour les travailleurs, il n'y aura que les indemnités légales de licenciement majorées d'un mois de salaire et quelques propositions de reclassement à l'autre bout du pays.

Face à de tels margoulins, les salariés se mobilisent et multiplient les actions : débrayages, manifestations dans la ville ou lors du passage du Tour de France à Limoux. Les élus locaux, tous du PS, s'insurgent contre le « *manque de concertation* » de la direction de Pilpa et font valoir leurs démarches auprès du ministère de Montebourg, qui « *étudie le dossier* ». La préfecture dit qu'elle s'occupe de trouver un repreneur. Mais au-delà des procédures légales dans le cadre du plan social, aucun de ces représentants du pouvoir n'évoque des mesures contraignantes contre ce groupe qui licencie pour arrondir ses bénéfices.

Correspondant LO

• Stanley Black & Decker (Doubs-Jura)

Des aides publiques à Dole… des licenciements à Besançon !

Par voie de presse, les travailleurs de Stanley à Besançon ont appris la suppression de 29 postes, sous prétexte d'un regroupement des activités de logistique sur un site « européen Belgique ».

Cette multinationale de l'outillage à main ne cesse de grandir. Après Peugeot-outillage, Bostich, Facom et d'autres, elle intègre désormais la marque Black & Decker. Le groupe Stanley compte des dizaines de milliers de salariés dans le monde. À chaque rachat, des usines sont fermées. Rien qu'en France, ce fut Châtellerault, Valentigney, une dans le Nord, une autre à Rupt-sur-Moselle dans les Vosges… Et pour celles qui restent Stanley a déjà licencié, 25 personnes en 2009, 86 en 1999 à Besançon, ou chez Ega-Bost, à Arbois et Laissey, tout en faisant des bénéfices !

Début 2011, le groupe Stanley et les élus jurassiens annonçaient en grande pompe l'installation d'un nouveau centre de distribution sur le pôle Innovia, la nouvelle zone industrielle de Dole (Jura). Pour bénéficier des aides offertes par les collectivités locales, Stanley annonçait la création de 40 emplois. Un an plus tard, c'est presque autant de licenciements qui s'annoncent à 40 kilomètres de là.

Correspondant LO

• Diehl Augé Découpage – Besançon

Une ignominie de plus

Trente travailleurs de l'usine Diehl Augé Découpage à Besançon ont été licenciés fin juin après plus de quatre mois de procédure. L'usine Augé a été reprise par le groupe Diehl en 2007, alors qu'elle comptait 230 personnes. Depuis, les effectifs ont fondu, passant à 150 aujourd'hui.

Le patron, non content de réduire les effectifs, s'est employé à cibler celles et ceux dont il voulait se débarrasser en faisant pression, lui-même ou par sa maîtrise, sur des travailleuses et des travailleurs à temps partiel ou handicapés, dans le but qu'ils se portent volontaires pour leur propre licenciement. Quatre ont accepté, dégoûtés par l'attitude de leurs chefs et ne pouvant continuer à travailler dans des conditions aussi dégradées. D'autres, touchés par les suppressions de postes, sont partis pour rechercher ailleurs de meilleures conditions de travail.

Pourtant, les moyens existent bel et bien pour Diehl de préserver les emplois, de ne pas licencier et de partager le travail entre les nombreuses usines dont il est propriétaire. Chaque année, ce groupe réalise plusieurs dizaines de millions de profits sur le dos des travailleurs, quitte même à s'en prendre aux plus affaiblis.

Correspondant LO

Lutte de Classe n° 145 est parue

- **« État PS » ? Surtout huissier du grand capital financier**
- **Crise de la dette : les problèmes de la bourgeoisie… et ceux des travailleurs**
- **Le Front de gauche : une nouvelle version des illusions électoralistes**
- **Trois ans après sa fondation, où en est le NPA ?**
- **Syrie : la population prise au piège entre les calculs des grandes puissances et la menace de guerre civile**
- **États-Unis : la situation politique et sociale au printemps 2012**
- **Annexes : Lutte Ouvrière dans les élections législatives. Textes et documents.**

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

• Moody's dégrade la note des hôpitaux

Le fléau de la gestion capitaliste

Vendredi 20 juillet, l'agence de notation Moody's a baissé la note des centres hospitaliers régionaux universitaires (CHRU) et des centres hospitaliers universitaires (CHU) français. Les uns comme les autres sont mis sous surveillance négative et leur note peut à nouveau baisser dans les trois mois qui viennent.

Moody's justifie ces baisses par « *la détérioration rapide de la situation financière de certains hôpitaux* », comme le CHU de Fort-de-France en Martinique. Il y aurait en effet « *une pression particulièrement forte sur la trésorerie des hôpitaux publics* » et le contrôle du gouvernement s'avérerait « *moins efficace que ce qui avait été anticipé initialement* ». Bref, les hôpitaux publics ont besoin d'argent. Et, faute de financement rapide, selon la Fédération hospitalière de France, certains risquent de ne plus pouvoir payer leurs salariés dès septembre.

Les raisons de ces prétendus déficits sont multiples. Tout d'abord, c'est le système même de leur financement qui est vicié. Les fonds de l'assurance-maladie ne leur sont reversés que sur la base d'un système de tarification qui est loin de pourvoir à leurs besoins. Les règles en vigueur empêchent les hôpitaux de bénéficier des fonds de la Sécurité sociale et les obligent à emprunter auprès des marchés financiers, ce qui aboutit à plomber leurs comptes davantage encore.

L'évaluation des agences de notation risque d'influer sur le taux des emprunts : résultat, les hôpitaux auront encore plus de mal à trouver des prêts et ils devront payer des intérêts encore plus forts.

Les directeurs hospitaliers ont beau assurer que leurs établissements sont solvables et que les pouvoirs publics les soutiennent fermement, ils ont beau faire valoir qu'ils doivent accueillir tous les malades, traiter des interventions lourdes et assurer les urgences, ils ont beau montrer toutes les suppressions de postes et de lits qu'ils ont réalisées, toutes les économies qu'ils ont faites, rien n'y fait. Soumis par l'État à l'appétit des banques, les hôpitaux sont traités comme n'importe quel emprunteur.

Les hôpitaux sont en théorie financés par la Sécurité sociale, alimentée elle-même par les cotisations prises sur les salaires. Quand l'Assurance-maladie annonce qu'elle a dépensé 143 milliards pour soigner les pathologies de 19,6 millions de patients, comment croire qu'elle ne pourrait pas disposer de 1,3 milliard supplémentaire pour faire face aux besoins à court terme qui mettent des hôpitaux en situation de quasi-faillite ?

Mais voilà, si l'État exige des coupes toujours plus drastiques sur les budgets hospitaliers, au détriment des personnels et des patients, c'est pour pouvoir faire des économies sur l'assurance-maladie, et ainsi assurer des allégements de cotisations aux patrons.

Et, cerise sur leur gâteau, l'État offre aux financiers un terrain de prédation qui se fait directement au détriment de toute la population.

Vincent GELAS

Le scandale des prothèses PIP continue

Des mois après la révélation du scandale des prothèses mammaires de la société Poly Implant Prothèse (PIP), l'enquête connaît de nouveaux développements. Le 25 juillet, un recours sera déposé contre la société Tüv Rheinland, qui était chargée de vérifier la conformité des prothèses PIP pour le marché européen. Selon les avocats des victimes, cette société aurait été plus que négligente en accordant tous les ans depuis 1993 le label CE (Conformité européenne) sans avoir testé les prothèses ni s'être étonnée de l'absence de commande de PIP à la société Nusil, qui est le seul fournisseur du gel homologué pour les prothèses.

Près de 30 000 femmes en France et 500 000 dans le monde sont porteuses des implants PIP. En 2010 ils avaient été retirés du marché par l'Afssaps, l'agence chargée du contrôle des médicaments, du fait des risques de fuite du gel de silicone qui les remplissait. On avait appris alors que le gel utilisé par PIP était un gel industriel interdit à l'usage médical, que les implants pouvaient se rompre et le gel diffuser dans l'organisme. Le patron de PIP avait cyniquement reconnu qu'il savait que ce gel n'était pas homologué mais qu'il l'avait utilisé sciemment car il était moins cher !

À ce jour, 2 252 ruptures de prothèses ont été signalées et l'Afssaps a recommandé le retrait de la prothèse PIP et son remplacement. L'Assurance-maladie prend en charge les frais liés au retrait de la prothèse PIP, y compris les frais d'hospitalisation, pour toutes les femmes. Mais seules celles s'étant fait poser un implant dans le cadre d'une chirurgie reconstructive post-cancer du sein sont remboursées des frais de pose d'une nouvelle prothèse, et pas celles qui ne l'ont fait que pour des raisons esthétiques. Aujourd'hui 8 000 femmes sur 30 000 se sont fait enlever l'implant PIP et poser un nouvel implant. Ce faible nombre s'expliquerait par le coût de ces opérations et surtout les dépassements d'honoraires demandés par les chirurgiens.

La prise en charge des victimes tarde alors que l'industriel responsable joue avec les lenteurs de la justice. Le patron de PIP, mis en examen, a réussi à se faire déclarer insolvable. Ainsi, s'il était reconnu coupable, il ne serait pas en mesure d'indemniser ses victimes.

Cédric DUVAL

• Hôpital Henry-Gabrielle (Hospices civils de Lyon)

Pas de soins aux rabais !

« *Assez de beaux discours sur le handicap. Nous voulons des moyens !* » C'est le cri de colère qu'ont tenu à exprimer les agents de cet hôpital lyonnais spécialisé dans les soins de suite de rééducation et accueillant des patients lourdement handicapés, souvent tétraplégiques. Faute de budgets suffisants et contrainte de rembourser une dette importante, la direction des Hospices civils de Lyon a comme politique de supprimer des postes pour réaliser les économies exigées par l'ARS (Agence régionale de santé).

Déjà en juillet 2011, prétextant le manque d'infirmiers sur le marché, elle avait voulu diminuer le nombre de soignants dans certains services mais elle avait dû reculer devant la réaction du personnel. Aujourd'hui, elle envisage de supprimer deux postes d'infirmiers et deux postes d'aides-soignants dans chaque service, ce qui est inacceptable pour les agents qui travaillent déjà dans des conditions difficiles avec un sous-effectif permanent.

Plusieurs dizaines d'entre eux ont manifesté devant l'hôpital mardi 17 juillet pour dénoncer cette politique et alerter l'opinion publique. Une lettre ouverte a été rédigée et envoyée aux nouvelles ministres de la Santé et des Personnes handicapées. Ils y dénoncent leurs conditions de travail actuelles, et surtout les conditions d'accueil et de soins qui, déjà aujourd'hui, ne permettent pas la prise en charge optimale des patients, ce qui ne pourrait que s'aggraver encore si la décision de la direction des HCL était appliquée.

La politique de l'ARS, chargée d'appliquer les consignes gouvernementales en matière de santé, n'a visiblement pas changé avec l'arrivée de la gauche au gouvernement. C'est toujours faire des économies sur le dos du personnel en supprimant des postes et en dégradant les conditions d'accueil et de soins des patients. Conscients que seule leur mobilisation permettra de faire reculer la direction, 28 agents et les syndicats CGT et SUD ont constitué un comité de défense de l'hôpital Henry-Gabrielle « *pour s'organiser, informer, et intervenir contre des mesures insupportables* ».

Correspondant LO

• Médicaments

La pénurie organisée

L'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament) vient de publier une liste de douze médicaments dont les difficultés d'approvisionnement peuvent créer un risque pour la santé publique.

Parmi les motifs de rupture d'approvisionnement, il y a l'arrêt de fabrication par le laboratoire qui estime que son médicament n'est plus assez rentable. C'est le cas d'un médicament utilisé dans le cancer du colon et du rectum. Il existe aussi des problèmes liés à la fabrication. Comme dans d'autres secteurs industriels, les laboratoires fabriquent à flux tendu, et comme 80 % des matières premières proviennent d'Asie, des problèmes de logistique ou autres se répercutent jusqu'à la pharmacie. Et puis il y a les problèmes liés aux circuits de distribution. En France les grossistes-répartiteurs distribuent les médicaments dans les pharmacies en ayant l'obligation de pouvoir assurer quinze jours de stocks sur 90 % des médicaments autorisés à la vente dans le pays. Mais certains grossistes-répartiteurs n'hésitent pas à approvisionner en priorité d'autres marchés européens où les prix des médicaments peuvent être plus élevés qu'en France, et c'est alors la rupture de stock.

L'ANSM dresse un bilan juste de la situation mais elle oublie de dire que tous ces problèmes sont finalement liés à la seule recherche du profit maximal, pour les laboratoires ou les grossistes-répartiteurs.

C. D.

• Espagne

La crise et les réactions populaires

En Espagne, les cadeaux aux banquiers, venus de l'État ou des institutions européennes, se multiplient. Face à la crise, il n'y a qu'une seule thérapie : saigner les classes populaires pour perfuser les riches.

Dans tout le pays, les mesures d'austérité, qu'elles viennent des autorités locales ou du pouvoir central, qu'elles soient prises à Madrid, Berlin ou Bruxelles, soulèvent un mécontentement populaire grandissant. Les appels à manifester contre les coupes (les « recortes ») dans les budgets publics, les salaires, les emplois, trouvent un écho et des milliers voire des dizaines de milliers de manifestants descendent dans la rue. Manifestations organisées ou spontanées, le fait est qu'elles se multiplient. L'été est chaud, et pas seulement d'un point de vue climatique. Et la peur de l'avenir, qui hante les esprits, n'a pas paralysé les réactions.

« Sortir de l'euro, ou ne pas en sortir. » Pour la population espagnole, le problème est secondaire en comparaison de celui qui se pose dès le 10 ou le 15 du mois : comment tenir jusqu'au mois suivant quand le couple de retraités fait vivre ses enfants et les petits-enfants.

Avec une TVA en augmentation de trois points en moyenne, avec les coupes dans les budgets sociaux (celui de la santé en première ligne), avec le risque d'expulsion de l'appartement pas encore remboursé et les allocations chômage en berne, beaucoup ont la rage au cœur. Ils savent que, maintien ou non dans la zone euro, dans tous les cas les dirigeants politiques feront la part belle aux riches, sauf si la population laborieuse se révolte.

La classe capitaliste, les dirigeants politiques sont conscients de ce risque. Les socialistes du PSOE, qui ne sont plus au pouvoir depuis les dernières élections, tentent de surfer sur ce mécontentement. Les directions des syndicats majoritaires (UGT et CCOO) aussi. Elles ont annoncé que la journée de grève générale prévue pour octobre serait avancée au 26 septembre. Mais elles cherchent déjà, en mettant en avant la revendication d'un référendum sur les mesures d'austérité, à entraîner le mouvement vers l'impasse des urnes.

En Espagne, comme en Grèce et dans d'autres pays les pouvoirs en place souhaitent désarmer moralement les classes populaires. En Espagne, Rajoy a répondu pour le moment, par une fin de non-recevoir à la lutte des mineurs asturiens. Mais les travailleurs, qui ont manifesté leur soutien à la protestation des mineurs ont affirmé qu'ils étaient conscients que le sort de ceux des Asturies préfigurait celui que des milliers et des milliers d'autres travailleurs et travailleuses allaient subir s'ils laissaient faire.

ARC

« Ceci est un hold-up ». Manifestation en Espagne.

Ce qui est en question aujourd'hui en Espagne est de savoir qui paiera cette crise. Ceux qui l'ont provoquée et qui en profitent, ou les classes populaires, de qui l'on exige toujours plus de sacrifices inutiles, via des plans d'austérité qui en appellent toujours d'autres.

Henriette MAUTHEY

Rajoy s'en prend au droit des femmes

Mariano Rajoy, leader du Parti populaire (le PP), parti de droite au gouvernement, a fait un geste vis-à-vis de la fraction la plus réactionnaire de son électorat en annonçant que, désormais, la malformation détectée d'un fœtus ne serait plus un motif acceptable pour permettre à une femme de recourir à l'interruption volontaire de grossesse. D'après Rajoy, il faut également revenir sur d'autres aspects progressistes de la réforme mise en place par Zapatero en février 2010, qui visent à dépénaliser l'avortement, à libéraliser la pratique en permettant (entre autres) aux jeunes femmes de plus de seize ans d'y recourir sans demander l'autorisation à leurs parents.

Cette réforme qui avait soulevé dans la droite un tollé d'indignation ne réglait bien sûr pas tous les problèmes, car trouver un centre d'IVG n'était pas si facile. Mais le retour en arrière de Rajoy est tout simplement révoltant.

• Grèce

L'austérité sans fin

Les envoyés de la Troïka (FMI, Banque centrale européenne et Union européenne) reviennent à Athènes le 24 juillet pour un « audit » de la situation qui, après cinq ans de récession, dont deux particulièrement durs, est dans un état « critique » selon le ministère des Finances.

La Troïka réclame 3 milliards d'euros d'économies d'ici à la fin 2012, 11,6 milliards d'ici à la fin 2014 et pointe du doigt la lenteur du gouvernement à faire appliquer les plans votés depuis plusieurs mois, qu'il s'agisse des coupes dans les emplois publics ou de la perception des taxes supplémentaires.

Le nouveau gouvernement de coalition, composé de membres de la droite (Nouvelle Démocratie) et de la gauche (Pasok et Gauche démocratique), cherche à satisfaire les représentants de la finance internationale tout en évitant de déclencher les réactions d'une opinion publique qui a largement manifesté son opposition à l'austérité et qui ne veut ni ne peut payer davantage. Il a d'ailleurs déclaré qu'il demanderait un délai supplémentaire de deux ans pour l'application du plan.

Mais comme les gouvernements précédents, il évoque différentes mesures pour réformer les services administratifs par la suppression ou la fusion de 200 organismes dont les employés seraient « mutés » et non licenciés. Il veut vérifier que les retraités ne perçoivent pas indûment leur pension, tout en promettant qu'il ne s'en prendra pas aux plus modestes d'entre eux. Et il relance les privatisations : pour 2012, la vente de la Loterie nationale et celle de l'ex-centre international de presse olympique ne lui rapportera pas les trois milliards escomptés.

La population grecque, elle, se débat dans une situation inextricable. 100 000 emplois publics ont disparu depuis 2009. Transports, hôpitaux, routes, écoles se dégradent. Les récents incendies ont révélé que la moitié des avions des pompiers sont immobilisés en raison de pannes diverses. Le chômage est officiellement à 22,5 %. Avec la fin des conventions collectives, les nouvelles conventions d'entreprise ou les contrats individuels ont entraîné, selon l'inspection du travail, une baisse des salaires de presque 24 % pour 10 % de la population active. À Thessalonique, les chômeurs affluent au centre de Médecins du monde et un des médecins déclarait, début juillet : « *Certaines personnes qui touchent un salaire de 500 euros sont obligées d'arrêter leur traitement médical car elles doivent choisir entre acheter des médicaments ou de la nourriture.* »

Sylvie MARÉCHAL

Privatisation-spéculation

Un plan de « privatisation express » : c'est le leitmotiv de tous les dirigeants grecs depuis le premier plan de 2010. Le gouvernement de l'époque envisageait de récupérer 50 milliards d'euros en proposant au secteur privé des ports, des aéroports, les compagnies pétrolières et gazières, les autoroutes, les complexes immobiliers, les chemins de fer, les petits hôpitaux régionaux, les compagnies des eaux au Pirée et à Thessalonique. On ne parle plus que de 19 milliards pour 28 projets d'ici à 2015 et seules deux privatisations sont annoncées pour 2012.

La résistance des travailleurs dans certains secteurs a joué pour empêcher cette grande braderie, mais aussi la récession, qui tire les prix vers le bas. Or s'ils sont trop bas pour le gouvernement, ils ne le sont pas assez pour les spéculateurs, les grands groupes financiers internationaux et ces « oligarques » grecs installés à Londres.

À l'été 2011, Deutsche Telekom, déjà actionnaire principal d'OTE, la compagnie grecque de téléphonie, a en effet acheté des actions supplémentaires 75 % moins cher que trois ans auparavant. Maintenant, selon un journaliste du *Financial Times*, « *les conglomérats oligarchiques attendent simplement de ramasser toute action à moins de 5 % de sa valeur réelle* ».

S. M.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 1014 C 85576